



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES (PI)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

Pouvoir Adjudicateur en charge de la passation :
Centre Hospitalier d'Avignon
305 Rue Raoul Follereau
84902 Avignon cedex 9

Service acheteur chargé de l'exécution du marché :
Cellule TERRAH – Direction Générale

Objet du marché :

**Mission de contrôle technique
dans le cadre de la construction d'un bâtiment
d'hospitalisation, d'un centre d'hémodialyse
et l'extension-restructuration des urgences adultes**

La forme du marché est la suivante : Marché "simple" (à prix forfaitaires)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1	Dispositions générales	4
1.1	Intervenants et parties contractantes	4
1.2	Maîtrise d'œuvre	4
1.3	Coordonnateur SPS (Sécurité et Protection de la Santé).....	4
1.4	Sous-traitance	4
Article 2	Objet du marché.....	5
Article 3	Décomposition, durée et forme du marché	5
3.1	Décomposition en lots.....	5
3.2	Durée du marché	5
3.3	Forme du marché.....	5
3.4	Caractéristiques de l'accord-cadre	6
3.5	Décomposition en tranches	6
Article 4	Documents contractuels.....	6
Article 5	Délais d'exécution	6
Article 6	Propriété intellectuelle	7
Article 7	Conditions d'exécution des prestations	7
7.1	Obligation de discrétion et de confidentialité	7
7.2	Mesures de sécurité.....	7
7.3	Composition de l'équipe.....	7
7.4	Demande de remplacement des intervenants	8
7.5	Le Titulaire est responsable des actes commis par ses intervenants	8
7.6	Développement durable.....	8
7.6.1	Clause d'insertion sociale	8
7.6.2	Clause environnementale	8
Article 8	Opérations de vérifications	8
Article 9	Admission du marché	8
Article 10	Garantie technique	9
Article 11	Prix	9
11.1	Contenu des prix	9
11.2	Travaux modificatifs non imputables au contrôleur technique	9
11.3	Modalités de variation des prix.....	10
Article 12	Acomptes et paiements partiels définitifs	10
12.1	Rémunération des éléments	10
12.2	Mode de règlement.....	10
12.3	Montant de l'acompte.	11
12.3.1	État périodique.....	11
12.3.2	Projet de décompte périodique.....	12
12.3.3	Décompte périodique.....	12
12.3.4	Acompte périodique.....	12
Article 13	Avance	13
13.1	Montant de l'avance	13

13.2	Remboursement de l'avance.....	13
Article 14	Solde	13
14.1	Décompte final.....	13
14.2	Décompte général - État du solde.....	14
Article 15	Obligations du Titulaire.....	14
15.1	Respect des obligations en matière de travail	14
15.2	Assurance.....	15
15.2.1	<i>Responsabilité Civile</i>	<i>15</i>
15.2.2	<i>Responsabilité Décennale</i>	<i>15</i>
15.2.3	<i>Absence ou insuffisance de garantie</i>	<i>15</i>
15.2.4	<i>Assurances contractées par le maître d'ouvrage</i>	<i>15</i>
15.3	Protection des données à caractère personnel.....	16
Article 16	Exécution par défaut	16
Article 17	Pénalités	17
17.1	Pénalités de retard	17
17.1.1	<i>Pénalités de retard dans les interventions et délais d'exécution</i>	<i>17</i>
17.1.2	<i>Pénalités de retard dans la remise des documents</i>	<i>17</i>
17.2	Pénalités pour non-présence au rendez-vous de chantier ou aux réunions auxquelles le Bureau de Contrôle est convoqué	17
17.3	Pénalités pour violation des obligations de confidentialité et de sécurité	18
Article 18	Modifications en cours d'exécution du marché et marché de prestations similaires 18	
18.1	Changement de Titulaire	18
18.2	Evolution de la réglementation	18
18.3	Marché de prestations similaires.....	18
Article 19	Résiliation.....	19
19.1	Motifs de résiliation.....	19
19.1.1	<i>Résiliation à l'initiative du Centre Hospitalier d'Avignon</i>	<i>19</i>
19.1.2	<i>Résiliation à l'initiative du Titulaire</i>	<i>19</i>
19.2	Indemnité de résiliation	19
Article 20	Événement imprévisible survenu en cours d'exécution	19
20.1	Obligation d'information.....	19
20.2	Modalité de poursuite du marché	20
20.3	Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché	20
Article 21	Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger.....	20
Article 22	Attribution de compétence	20
Article 23	Dérogations aux documents généraux	21

Article 1 Dispositions générales

1.1 Intervenants et parties contractantes

L'Acheteur / le Pouvoir Adjudicateur est :

Le Directeur du Centre Hospitalier d'Avignon ou son représentant
305 rue Raoul Follereau
84902 AVIGNON CEDEX 9

Le **service acheteur** en charge du suivi général de l'exécution du marché :

CELLULE TERRAH
CH d'Avignon
305 rue Raoul Follereau
84902 AVIGNON CEDEX 9

Le **Titulaire** au sens de l'article 2 du CCAG est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le Titulaire » ou « le prestataire ».

1.2 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par : Procédure de consultation en cours

1.3 Coordonnateur SPS (Sécurité et Protection de la Santé).

Conformément à ses obligations réglementaires, le maître d'ouvrage missionnera un Coordonnateur SPS. (Consultation en cours)

1.4 Sous-traitance

Le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de prestations du marché public dans les conditions fixées par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique et de l'article 3.6 du CCAG.

Celui-ci peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du Centre Hospitalier d'Avignon l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC, selon les modalités détaillées ci-après.

Lorsque le Titulaire souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, celui-ci doit faire parvenir à la cellule des marchés du Centre Hospitalier d'Avignon (dont les coordonnées postales figurent en page de garde du présent CCAP) une déclaration de sous-traitance complétée et signée en original par le Titulaire et le sous-traitant.

Cette déclaration doit prendre la forme d'un formulaire DC4 ou équivalent, accessible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas d'erreur de destinataire ou de dossier incomplet (case non cochée, document non signé, documents relatifs au sous-traitant absents...), seule la date réelle de réception du dossier complet à la cellule des marchés est prise en compte.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du Titulaire (Article 39.1 du CCAG).

Article 2 *Objet du marché*

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la prestation ci-dessous désignée :

Mission de contrôle technique dans le cadre de la Construction d'un bâtiment d'hospitalisation, d'un centre d'hémodialyse et l'extension-restructuration des urgences adultes

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

Délais d'exécution des marchés travaux pour information

Le présent marché a pour objet la Construction d'un bâtiment d'hospitalisation, d'un centre d'hémodialyse et l'extension-restructuration des urgences adultes.

La période d'études est fixée à **13 mois**, y compris périodes d'analyses et de validation du maître d'ouvrage.

Les travaux seront phasés et auront lieu en site occupé. La durée des travaux est estimée à **60 mois** en deux phases principales de travaux (compris période de préparation et réception) :

Le marché est divisé en 2 phases définies comme suit :

- **Phase 1** : Construction d'un bâtiment d'hospitalisation de 82 lits extensibles à 116 et d'un centre d'hémodialyse de 32 places et 4 places de repli. La durée des travaux de cette phase est estimée à **20 mois** pour un objectif ferme de livraison du plateau de pédiatrie pour juillet 2028.
- **Phase 2** : Concerne la démolition du bâtiment administratif et l'extension et la restructuration des urgences adultes et des locaux libérés par le service d'hémodialyse. La durée des travaux de cette phase estimée à **40 mois** pour un objectif de livraison pour fin 2031. La phase 2 fera l'objet de plusieurs sous phases et d'autant de réceptions partielles (nombre de sous-phases estimé à ce stade à 4). L'objectif est de maintenir l'activité des urgences adultes pendant toute la durée des travaux.

Conformément à l'article 22 du CCAG, le Centre Hospitalier d'Avignon se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution des prestations au terme de chaque phase. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Article 3 *Décomposition, durée et forme du marché*

3.1 Décomposition en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

3.2 Durée du marché

Le marché public est conclu pour une durée de validité allant de sa date de notification au titulaire jusqu'à l'admission sans réserve des prestations.

3.3 Forme du marché

Le présent marché public est un marché "simple" (à prix forfaitaires).

3.4 Caractéristiques de l'accord-cadre

Sans objet.

3.5 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Article 4 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, les documents contractuels dont seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives du Centre Hospitalier d'Avignon font foi, sont les suivants par ordre de priorité décroissante :

1. l'Acte d'Engagement et son annexe financière « Décomposition du forfait de rémunération par élément de missions » ;
2. le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe « Procédure dépôt chorus générale » ;
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe « Tome 1 du programme technique détaillé de l'opération » dans la version résultant des dernières modifications et additifs éventuels, opérée lors de la négociation ;
4. l'offre établie par le Titulaire ;
5. le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
6. Le CCTG Contrôle Technique.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation des pièces particulières au présent marché. Les dispositions contenues dans ces pièces particulières apportent des précisions, complètent et parfois dérogent au CCAG.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces contractuelles citées ci-dessus est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Article 5 Délais d'exécution

Les différentes phases d'intervention de la mission sont celles définies par l'article 11 du CCTG Contrôle Technique. Les conditions et délais d'exécution sont décrits à l'article 3 du CCTP.

Conformément à l'article 22 du CCAG, le Centre Hospitalier d'Avignon se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution des prestations au terme de chaque phase. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Une phase est une fraction du marché donnant lieu à paiement partiel définitif.

Le démarrage de la 1^{ère} phase est déclenché par la simple notification du marché.

La réalisation des phases suivantes est conditionnée à la bonne exécution des phases précédentes.

Le démarrage des autres phases est déclenché par le Centre Hospitalier d'Avignon par ordre de service notifié par l'acheteur au Titulaire.

Article 6 Propriété intellectuelle

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG.

Par dérogation à l'article 35.1.1 du CCAG, les résultats pourront également être utilisés pour d'autres besoins que ceux découlant de l'objet du présent marché.

Le prix du marché tient compte de la concession des droits d'exploitation sur les résultats.

Article 7 Conditions d'exécution des prestations

7.1 Obligation de discrétion et de confidentialité

L'exécution des tâches, notamment la recherche des éléments, doit avoir l'impact le plus limité possible sur l'activité quotidienne des services, avec déplacement sur site pour recueillir les documents, dans le respect de la plus stricte confidentialité.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG, le Titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu de l'établissement la communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielles ces informations.

Ces renseignements, documents ou objets quelconques ne peuvent, sans autorisation expresse de l'établissement, être communiqués à des tiers.

En cas de violation de cette obligation de confidentialité, une pénalité pourra être appliquée, conformément à l'article 17.317.3 du présent CCAP.

7.2 Mesures de sécurité

Conformément à l'article 5.3 du CCAG, lorsque la réalisation de la prestation nécessite une intervention ou un déplacement dans des secteurs sensibles ou protégés, le Titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont imposées par l'établissement.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnités.

En cas de violation de cette obligation de sécurité, une pénalité pourra être appliquée, conformément à l'article 17.3 du présent CCAP.

7.3 Composition de l'équipe

Au sein de l'équipe, un chef de projet doit être désigné. Sauf cas de force majeure, le Titulaire s'engage à maintenir en place le chef de projet pendant toute la durée du marché.

Si au cours de la durée du marché, l'un des membres de l'équipe présentée n'était plus en mesure d'assurer la prestation, le Titulaire est tenu d'avertir immédiatement le Centre Hospitalier d'Avignon.

Il est alors tenu de proposer un remplaçant de grade et de compétence équivalents ou supérieurs, et d'une expérience similaire, dans un délai de sept jours calendaires à compter de l'envoi de l'information (**par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG**). Le choix du remplaçant doit être soumis à l'approbation du Centre Hospitalier d'Avignon. Il transmet alors le curriculum vitae de ce remplaçant.

A défaut de désignation dans les délais impartis, ou si ce remplaçant est récusé par le Centre Hospitalier d'Avignon dans un délai de quinze jours calendaires (**par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG**) à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG.

En aucun cas, le remplacement de personnel du Titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

7.4 Demande de remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution, le Centre Hospitalier d'Avignon se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants. Le Titulaire doit alors proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires. Il transmet le curriculum vitae de ce remplaçant.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant.

En cas de deux refus successifs par le Centre Hospitalier d'Avignon d'un remplaçant proposé par le Titulaire, le Centre Hospitalier d'Avignon se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG.

7.5 Le Titulaire est responsable des actes commis par ses intervenants

Toute infraction à l'obligation de discrétion et de confidentialité au cours de la mission est passible de la mise en jeu de la responsabilité du Titulaire et peut donner lieu à l'application des sanctions prévues au présent CCAP, et dans des cas aggravés, à des poursuites judiciaires.

7.6 Développement durable

7.6.1 Clause d'insertion sociale

Sans objet.

7.6.2 Clause environnementale

Sans objet

Article 8 Opérations de vérifications

Les opérations de vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises, dans les conditions prévues au CCAG, par l'établissement.

A l'issue de chaque phase, le Titulaire doit adresser les livrables à l'établissement tels que demandés au CCTP.

L'établissement et le Titulaire procèdent alors à une vérification contradictoire de la bonne exécution de la mission.

Cette vérification doit faire l'objet d'un ordre de service permettant la mise en œuvre de la phase suivante.

Article 9 Admission du marché

A l'issue de la vérification positive de la dernière phase du marché et sous réserve que tous les documents livrables aient été remis par le Titulaire, l'établissement prononce l'admission de l'ensemble du marché.

Conformément à l'article 29.1 du CCAG, l'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission.

La décision d'admission entraîne le versement du solde du marché.

Article 10 Garantie technique

Sans objet.

Article 11 Prix

11.1 Contenu des prix

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Ils incluent l'ensemble des actions nécessaires à la réalisation des prestations ; ils sont ainsi réputés comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché, notamment les frais liés à la tenue des réunions, à la reprographie des documents et de fourniture des supports papier ou électronique. Ils incluent en outre la rédaction des comptes-rendus des différentes réunions auxquelles le Titulaire participe et les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des intervenants.

Le marché est traité à **prix forfaitaires**, figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le prix forfaitaire est établi sur la base de coûts journaliers par profil définis par le Titulaire dans son offre.

Le prix forfaitaire couvre la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, et de délai de la mission que le Titulaire est réputé connaître.

Tous les montants non estimés dans l'offre financière sont considérés à la charge du Titulaire. Toute prestation supplémentaire hors cas prévus à l'article 23 du CCAG ne peut en aucun cas donner lieu à l'augmentation du prix forfaitaire.

11.2 Travaux modificatifs non imputables au contrôleur technique

Si les travaux modificatifs non imputables au contrôleur technique et demandés en cours de chantier par le maître d'ouvrage, conduisent à un dépassement de plus de 10 % du montant en prix de base des travaux prévus dans les marchés de travaux relatifs aux ouvrages soumis à contrôle, le contrôleur technique peut demander un réajustement de son forfait de rémunération.

Ce réajustement ne peut pas présenter de caractère d'automatisme. Il doit être justifié par un mémoire de frais complémentaires réels. En tout état de cause, le montant du forfait corrigé issu de ce réajustement ne peut excéder la valeur maximale donnée par la formule suivante :

$$F_c = F_i \times (0,90 + M_{txsupp}/M_{ti})$$

Dans laquelle :

- ☐ F_c : représente le forfait corrigé en euros HT
- ☐ F_i : représente le forfait initial en euros HT
- ☐ M_{txsupp} : représente le montant total des travaux supplémentaires non imputables au contrôleur technique au sens du présent article en euros HT (au mois M_o de référence des prix des marchés de travaux)
- ☐ M_{ti} : représente le montant total des marchés de travaux en euros HT (au mois M_o de référence des prix des marchés de travaux).

Le forfait corrigé fait l'objet d'un avenant.

11.3 Modalités de variation des prix

Les prix initiaux sont révisibles suivant les modalités suivantes :

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule suivante :

$$C_m = 0,15 + 0,85 (I_m - 3 / I_0 - 3)$$

dans laquelle $I_0 - 3$ et $I_m - 3$ sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro moins 3 mois et au mois M correspondant au mois d'exécution des prestations moins 3 mois.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie**. L'index ingénierie est publié au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement (base 100 en 2010).

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG, pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas de suppression de l'indice utilisé dans la formule, le Centre Hospitalier d'Avignon et le Titulaire s'entendent sur un indice de remplacement en s'appuyant sur les correspondances éventuelles ou indices similaires proposés par l'INSEE.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres initiales (« mois 0 »).

Article 12 Acomptes et paiements partiels définitifs

En complément à l'article 11 du CCAG PI, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

12.1 Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux phases d'intervention (ou parties de ces phases) considérées comme constituant des parties techniques d'exécution au sens de l'article 22 du CCAG-PI, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Cette répartition est reprise et précisée en annexe 1 de l'acte d'engagement.

12.2 Mode de règlement

Conformément à l'article R2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement ne peut excéder 50 jours.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

12.3 Montant de l'acompte.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques.

Toutefois, dans le cas où le délai d'exécution est important, le titulaire pourra bénéficier d'acomptes dont la fréquence pourra être mensuelle, afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois conformément à l'article R2191-22 du code de la commande publique. Dans ce cas, l'état périodique, établi par le titulaire conformément aux stipulations qui suivent, comporte le compte rendu d'avancement de la phase en cours d'exécution à laquelle la demande d'acompte se rapporte, indique le pourcentage approximatif d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant par application au montant de l'élément de mission auquel l'acompte se rapporte, ce dernier montant étant celui visé à l'article 12.1 ci-dessus.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

12.3.1 État périodique

L'état périodique, établi par le titulaire, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

12.3.1.1 Pour la phase conception

Les prestations exécutées dans le cadre de cette phase seront réglées comme suit :

- ☐ à la remise par le titulaire du rapport initial de contrôle technique : 80% de la valeur de la phase
- ☐ à la validation par le maître d'ouvrage du rapport initial de contrôle technique : 20% de la valeur de la phase.

12.3.1.2 Pour la phase préparation de chantier

Les prestations exécutées dans le cadre de cette phase seront réglées comme suit :

- ☐ en fonction du nombre de mois prévu pour les études d'exécution dans le délai contractuel des marchés de travaux, par acomptes mensuels égaux dont le montant est égal au montant de la phase divisé par le nombre de mois ;
- ☐ au cas où le nombre de mois augmente, les acomptes des mois restant à régler seront égaux au montant restant dû au titre de la phase divisé par le nouveau nombre de mois restant.

12.3.1.3 Pour la phase chantier

Les prestations exécutées dans le cadre de cette phase seront réglées comme suit :

- ☐ en fonction du nombre de trimestres prévu dans le délai contractuel global des marchés de travaux, par acomptes mensuels ou trimestriels égaux dont le montant est égal au montant de la phase divisé par le nombre de mois ou de trimestres ;
- ☐ au cas où le nombre de trimestres augmente en cours de chantier, les acomptes des trimestres restant à régler seront égaux au montant restant dû au titre de la phase divisé par le nouveau nombre de trimestres restant.

12.3.1.4 Pour la phase réception

Les prestations exécutées dans le cadre de cette phase seront réglées comme suit :

☐ à la décision de réception par le maître d'ouvrage du rapport final de contrôle technique : acompte unique.

12.3.1.5 Pour la phase garantie de parfait achèvement

Les prestations exécutées dans le cadre de cette phase seront réglées comme suit :

☐ en fonction du nombre de trimestres prévu dans le délai contractuel global de la phase de parfait achèvement, par acomptes mensuels ou trimestriels égaux dont le montant est égal au montant de la phase divisé par le nombre de mois ou de trimestres.

12.3.2 *Projet de décompte périodique*

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La Procédure de dépôt des factures est jointe en annexe au présent document.

12.3.3 *Décompte périodique*

Pour l'application de l'article 11.6 du CCAG PI, le maître d'ouvrage établit le décompte périodique.

Les pièces justificatives transmises au comptable public reprendront (notamment),

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées,
- Les pénalités appliquées.

12.3.4 *Acompte périodique*

Le montant de l'acompte périodique à verser au titulaire est déterminé par le maître de l'ouvrage.

Cet acompte reprendra, notamment :

- Les montants des décomptes périodiques en cours et précédent
- L'incidence de la T.V.A.
- Le montant total de l'acompte à verser.

Article 13 Avance

13.1 Montant de l'avance

Sauf renonciation expresse du Titulaire portée à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant initial du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'option B du CCAG (article B.11.1) prévoyant l'application du taux minimum de l'article R2191-7 du code de la commande publique est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à **5%** dans le présent marché.

Le montant de l'avance est déterminé tel que suit :

- Si la durée du marché est inférieure ou égale à 12 mois
Montant de l'avance = 5% du Montant initial du marché TTC *
- Si la durée du marché est supérieure à 12 mois
Montant de l'avance = 5% du Montant initial du marché TTC * x 12
Durée du marché (en mois)

** Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct, conformément à l'article R2191-6 du code de la commande publique.*

Dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au titulaire pour chaque reconduction, conformément à l'article R2191-15 du code de la commande publique.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance versée au Titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

13.2 Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique. Ainsi, quand l'exécution des prestations atteint 65 % du montant TTC du marché, le remboursement s'impute sur les sommes dues au Titulaire.

Par ailleurs, quand l'exécution des prestations atteint 80 % du montant TTC du marché, le remboursement doit être terminé.

Article 14 Solde

En dérogation à l'article 11-7 du CCAG-PI, après constatation de l'achèvement total de sa mission dans les conditions prévues au CCTP du présent marché, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

14.1 Décompte final

Le décompte final comprend :

- a) Le forfait de rémunération ;
- b) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent marché ;
- c) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué du poste b). Ce résultat constitue le montant du décompte final.

14.2 Décompte général - État du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte périodique antérieur ;
- d) L'incidence de la T.V.A. ;
- e) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire, qui doit être signifiée dans les 30 jours suivant la réception du décompte général notifié par le maître d'ouvrage. A défaut de réponse dans le délai de 30 jours, et **par dérogation à l'article 43 du CCAG PI**, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général et n'est plus fondé à le contester.

En cas de refus par le titulaire du décompte général notifié, le titulaire doit, dans le délai de 30 jours précité, remettre au maître d'ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. **En dérogation à l'article 43.2 du CCAG-PI**, le titulaire dispose, sous peine de forclusion, d'un délai de trois mois à compter de la réception de la décision de rejet de sa réclamation, ou de la formation d'une décision implicite de rejet, pour porter le contentieux devant la juridiction compétente. A défaut de saisine dans ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général.

Article 15 Obligations du Titulaire

15.1 Respect des obligations en matière de travail

Le Titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimulé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail
- Non dissimulation d'emploi salarié : articles L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés) et L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail
- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail

A cet effet, le Titulaire doit remettre périodiquement les documents suivants :

- Attestation(s) fiscale(s)
- Attestation(s) sociale(s) (type URSSAF ...)
- En cas de recours à des travailleurs étrangers, liste nominative des salariés étrangers

Le Titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

15.2 Assurance

15.2.1 Responsabilité Civile

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police de responsabilité civile destinée à couvrir les conséquences de la responsabilité civile lui incombant, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel de l'entreprise ou de ses préposés, , soit du fait de ses prestations.

Le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Il doit adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de sa mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

15.2.2 Responsabilité Décennale

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police couvrant, pendant 10 ans, les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

15.2.3 Absence ou insuffisance de garantie

Le titulaire devra fournir les attestations d'assurances concernant les polices mentionnées ci-dessus. Si elles ne sont pas adressées au Maître d'ouvrage dans le délai imparti ou si elles ne sont pas conformes à ce qui précède, celui-ci se réserve le droit de bloquer tout paiement jusqu'à ce que l'entreprise remette les attestations demandées, sans que le décalage de paiement ouvre droit à intérêts.

En cas d'absence de couverture, de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou les polices souscrites, le Maître d'ouvrage exigera de la part du titulaire, la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire.

Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à la demande du Maître d'ouvrage, celui-ci se réserve le droit de souscrire, les assurances nécessaires en lieux et place de l'entreprise.

Dans ce dernier cas, les primes de ces assurances seront de plein droit déduites du montant des règlements à intervenir au titre du marché, même dans le cas où ces prestations auraient été sous-traités.

Enfin, toute surprime appliquée par l'Assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance du titulaire, sera automatiquement mise à la charge de l'Entrepreneur, lequel s'engage à la régler au Maître d'Ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

15.2.4 Assurances contractées par le maître d'ouvrage

15.2.4.1 Assurance Tous Risques Chantier

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire, tant à son profil qu'à celui éventuellement de l'ensemble des locataires d'ouvrage, une police Tous Risques Chantier (TRC) destinée à couvrir les dommages matériels aux ouvrages en cours de construction, voir éventuellement la responsabilité vis-à-vis des tiers durant cette période. Chaque intervenant doit néanmoins conserver sa police individuelle de responsabilité de droit commun.

La police TRC comportera une franchise qui, en cas de sinistre, sera supportée intégralement par l'intervenant responsable ou, en cas de pluralité de responsables, au prorata des responsabilités déterminées. Dans le cas où aucune responsabilité ne pourrait être déterminée, la franchise sera imputée aux titulaires de chacun des lots concernés, au prorata du coût de la réparation des dommages affectant ces lots.

Les indemnités dues au titre de la police TRC seront versées par l'assureur au seul maître de l'ouvrage, charge pour lui de les verser ensuite aux différents intervenants.

15.2.4.2 Contrat CCRD

Pour les opérations de plus de 15 millions d'euros HT, le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire, pour le compte des constructeurs traitant directement avec lui, un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) dont la garantie comportera une franchise à hauteur de 10 millions d'euros pour les entreprises titulaires des lots concernant la structure et le gros œuvre, de 6 millions d'euros pour les entreprises titulaires des autres lots et de 3 millions d'euros pour les autres constructeurs (dont le bureau de contrôle).

Les constructeurs traitant avec le maître d'ouvrage, s'engage à adhérer à la police ainsi souscrite par le maître d'ouvrage auquel ils donnent mandat, pour négocier les clauses et souscrire pour leur compte, conformément à l'article L 112-1 du Code des Assurances. Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

15.2.4.3 Obligations du titulaire

La souscription de contrats d'assurances par le Maître d'Ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de leurs cocontractants et des tiers.

Ils restent tenus de garantir le Maître d'Ouvrage de toute recherche en responsabilité tant en cours de travaux qu'après réception et pendant le délai de prescription de 10 ans après réception tel qu'appliqué par les tribunaux, ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations du présent CCAP (notamment les obligations d'assurance) à leurs sous-traitants.

15.3 Protection des données à caractère personnel

L'article 5.2 du CCAG s'applique.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toute les mesures au titre du règlement général sur la protection des données (2016/679 du 27 avril 2016) RGPD.

Le Titulaire est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

Le Titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du marché
2. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
3. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché (co-traitants / sous-traitants) :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

Tout manquement est susceptible d'entraîner la résiliation du marché, sans indemnité.

Article 16 Exécution par défaut

Il peut être fait application de l'article 27 du CCAG qui prévoit de faire procéder par un tiers à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.

Dans ce cas, l'établissement se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au Titulaire défaillant.

Par dérogation à cet article du CCAG, l'établissement se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire à trois reprises, sans résiliation du présent marché. Au-delà, le Centre Hospitalier d'Avignon peut résilier le marché en application de l'article 27 du CCAG.

Article 17 Pénalités

Les pénalités dues par le Titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis à l'article 3 du CCTP, les prestations du Titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du marché, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le Titulaire est redevable des pénalités quel qu'en soit le montant.

Les pénalités sont cumulatives entre elles.

17.1 Pénalités de retard

En cas de retard du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités, après avoir invité celui-ci à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

17.1.1 Pénalités de retard dans les interventions et délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, lorsque les différents délais contractuels d'exécution sont dépassés par le fait du Titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 5% d'une journée de prestation de l'intervenant le plus qualifié, par jour calendaire de retard par rapport au planning établi sur chaque phase.

Cette pénalité est imputée au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture suivante.

17.1.2 Pénalités de retard dans la remise des documents

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, lorsque le délai de remise des livrables est dépassé, le Titulaire encourt une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités
V = montant de la phase hors taxe, base de calcul des pénalités
R = nombre de jours de retard

Cette pénalité est imputée au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture suivante.

17.2 Pénalités pour non-présence au rendez-vous de chantier ou aux réunions auxquelles le Bureau de Contrôle est convoqué

En cas d'absence du titulaire non excusée par le Maître d'ouvrage ou de l'un de ses sous-traitants conviés à une réunion spécifique (réunion de chantier, maîtrise, point technique, point exceptionnel...), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 200 euros (TVA non applicable).

17.3 Pénalités pour violation des obligations de confidentialité et de sécurité

Conformément à l'article 14.2 du CCAG, une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public sera exigible en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel.

Cette pénalité sera appliquée à la date de constatation du fait générateur.

Article 18 Modifications en cours d'exécution du marché et marché de prestations similaires

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché comporte des modifications « clauses de réexamen ».

18.1 Changement de Titulaire

En vertu de ce même article R2194-1, le marché peut faire l'objet d'une modification du Titulaire au motif d'une cession d'activité, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées lors de la procédure de passation du marché public initial.

Dans cette hypothèse ainsi qu'en cas de cession à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial (article R2194-6 2°), celui-ci s'engage à informer le Centre Hospitalier d'Avignon de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le Centre Hospitalier d'Avignon ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

La cession ne saurait être assortie d'une remise en cause par le nouveau Titulaire des éléments essentiels du marché, tels que la durée, la nature des prestations et leur prix.

Ce type de modification prendra la forme d'un avenant signé des parties.

18.2 Evolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour de sa notification.

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut négocier de bonne foi une modification de type avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique.

18.3 Marché de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés de prestations similaires peuvent être conclus ultérieurement avec le Titulaire.

Article 19 Résiliation

19.1 Motifs de résiliation

19.1.1 Résiliation à l'initiative du Centre Hospitalier d'Avignon

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG.

La résiliation est prononcée aux torts du Titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG (résiliation pour faute du Titulaire),
- en cas de refus de produire les pièces indiquées à l'article 15.1 du présent CCAP,
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à 2141-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché peut également être résilié dans les cas et formes prévus aux Article 16 (exécution par défaut), 1.4 (sous-traitance occulte) et 15.3 (RGPD) du présent CCAP.

19.1.2 Résiliation à l'initiative du Titulaire

En dehors des cas prévus au CCAG, **et par dérogation à l'article 38.1 du CCAG**, si le Titulaire souhaite que le marché soit résilié, il doit en faire la demande par lettre recommandée avec avis de réception au Centre Hospitalier d'Avignon, en indiquant les motifs de sa requête.

Le Centre Hospitalier d'Avignon dispose de 4 mois à compter de la date de réception de cette demande pour se prononcer sur la résiliation.

Si les motifs lui apparaissent justifiés, une résiliation amiable peut être prononcée.

Dans le cas contraire, le Centre Hospitalier d'Avignon est susceptible de prononcer la résiliation du marché pour faute du Titulaire, assortie d'une indemnité de résiliation de 10 000 €.

19.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 36 du CCAG, n'ouvrent pas droit à indemnité.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution, par le Centre Hospitalier d'Avignon, d'un nouveau marché ayant le même objet au Titulaire.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, aucune indemnité ne sera due en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Dans les autres cas, le Titulaire du marché doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Article 20 Événement imprévisible survenu en cours d'exécution

20.1 Obligation d'information

En cas d'événement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le Titulaire doit informer le Centre Hospitalier d'Avignon dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le Titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'événement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

20.2 Modalité de poursuite du marché

Le Titulaire et le Centre Hospitalier d'Avignon peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du marché strictement nécessaires pour faire face à l'événement imprévisible.

20.3 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché

Le Titulaire du marché peut formuler une demande d'indemnisation s'il produit des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite d'exécution des prestations dans les conditions de l'offre initiale.

A ce titre, il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'événement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte à l'établissement.

Le Centre Hospitalier d'Avignon doit analyser le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation peut prendre la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 3 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause, et même en cas d'événement relevant de la force majeure :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le Centre Hospitalier d'Avignon,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner l'établissement au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

Article 21 Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) reste inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 22 Attribution de compétence

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Nîmes.

Article 23 Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'Article 4 du CCAP
- Dérogation à l'article 35.1.1 du CCAG par l'Article 6 du CCAP
- Dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG par l'Article 7.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 10.2.3 par l'Article 11.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 11.7 du CCAG par l'Article 14 du CCAP
- Dérogation aux articles 43 et 43.2 du CCAG par l'Article 14.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 27 du CCAG par l'Article 16 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG par l'Article 17 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG par l'Article 17.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG par l'Article 17.1.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG par l'Article 17.1.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 38.1 du CCAG par l'Article 19.1.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 40 du CCAG par l'Article 19.2 du CCAP